



CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption



FENASSCO B GAMES

CONAC, THE INDISPENSABLE ATHLETE

The 14th edition of the National Primary School Games, dubbed FENASSCO B, took place in Maroua from the 18th to the 22nd of June, 2019. CONAC was conspicuously present on play grounds, the Games village and at the Official Tribune of the Lamido Yaya Stadium with messages on the fight against corruption.



The Chairman of CONAC was among the officials present at the closing ceremony.



CONAC staff distributing sensitisation material at the ceremonial grounds.



Enough to read in the CONAC Newsletter.



Everybody took home a copy of the Newsletter.



The Chairman of CONAC was called up to hand some prizes to winners.



The event brought together youths from the ten Regions of the country.

After one week of intense competition, winners at the 14th edition of the National Primary School Games, dubbed FENASSCO B, organised in Maroua, should still be kissing their trophies and medals won at the event and at the same time reminiscing about a call from the National Anti Corruption Commission, CONAC, on all actors to stamp out corruption at all levels of the FENASSCO Games and the society as a whole.

CONAC was conspicuously present on play grounds, the Games village and at the official tribune of the Lamido Yaya Stadium with messages on the fight against corruption. The team of CONAC workers distributed Newsletters and other sensitisation material and held talks with the public in an effort to create awareness on the dangers of corruption and to mobilise the masses against the cankerworm.

The National Anti Corruption Commission's activities at

the event, that ran from the 18th to the 22nd of June, 2019, were highlighted by an Integrity Quiz. The quiz was intended to test the knowledge of candidates on corruption and integrity, their awareness on the manifestation of corruption particularly in the school environment, possible actions to curb corruption from schools and also on their determination to shun corruption and uphold integrity.

The exercise falls under the National Integrity Education

Program of CONAC and saw the participation of twenty candidates, with each region providing two pupils notable a male and a female.

The North West Region emerged to the top and won Gold followed by the littoral that grabbed Silver and the Adamawa Bronze. The medals were awarded during a closing ceremony chaired by the Minister of Basic Education, Pr. Laurent Serge ETOUNDI NGOA, in the presence of the Chairman of the

National Anti Corruption Commission, Rev. Dr. Dieudonne MASSI GAMS.

In his closing speech, Minister Laurent Serge ETOUNDI NGOA lauded actions taken by CONAC to accompany the Games and said the presences of the National Anti Corruption Commission on the FENASSCO ground, in every edition, has gone a long way to improve on the organisation of the event. It has also helped to curb fraud and cheating.

CONCOURS SUR L'INTÉGRITÉ

DES ATHLÈTES DE LA FENASSCO B SOUMIS À UN TEST

20 candidats, soit deux par région ont pris part au concours le 20 juin 2019 à l'Ecole publique de Founangué, Maroua.



Administrée aux 20 candidats des dix régions en marge des Jeux de la 14e édition de la FENASSCO B, l'épreuve a consisté en un questionnaire portant sur la CONAC, la bonne gouvernance et l'intégrité. Chaque Région a présenté au test deux candidats, en respectant l'égalité du genre, pour un total de 20 candidats sur le plan national. Ce concours dit Quiz d'Intégrité a été un test écrit subdivisé en quatre parties : la connaissance de la CONAC, la connaissance de la corruption, la corruption en milieu scolaire et la corruption pendant les jeux FENASSCO B et l'intégrité.

A l'heure des résultats, une heure environ après la fin de l'épreuve qui a duré deux heures, TING Gracious de la Région du Nord-Ouest, BAKO

BOHIMBO Yann Samir de la Région du Littoral, ALADJI ALI BACHIR de la Région de l'Adamawa, ont été classés meilleurs dans cet ordre, et ont respectivement reçu des médailles en or, en argent et en bronze.

En plus des médailles remises aux trois premiers, une attestation de participation a été décernée à chaque candidat. La CONAC a, avant le début de l'épreuve, offert à chaque candidat un t-shirt et un stylo à bille ; de même que chacun des encadreurs qui ont accompagnés les candidats, a reçu un kit de sensibilisation de la CONAC, composé d'un sac, des exemplaires de la Newsletter de la CONAC, des calendriers, et des autocollants portant le numéro vert de l'institution, le 1517.

DON'T JUST WISH FOR CHANGE. BE THE CHANGE YOU WANT TO SEE. FIGHT CORRUPTION

LA CONAC RENFORCE LES CAPACITES DES MEMBRES DE LA CCLCPEES DU MINESUP

Trois cadres de la CONAC ont participé à la formation des acteurs primordiaux de la lutte contre la corruption et de la promotion de l'éthique dans l'Enseignement Supérieur, du 20 au 21 juin 2019, dans la Salle des Actes de l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de l'Université de Yaoundé I au cours d'un séminaire-atelier sur la Bonne gouvernance, la conduite du changement et les mécanismes de collecte de l'information sur la corruption.



Le Vice-Président de la CONAC, Prof. François ANOUKAHA (3e à partir de la gauche, entouré du Secrétaire Général).

Le séminaire-atelier, organisé par la Cellule Centrale de Lutte contre la Corruption et de Promotion de l'Éthique dans l'Enseignement Supérieur, intervenait dans le cadre de ses missions statutaires qui consistent, entre autres, à promouvoir l'éthique et le respect des normes de bonne gouvernance au sein du Ministère et dans les Institutions d'Enseigne-

ment Supérieur Publiques et Privées. Au cours de la cérémonie d'ouverture présidée par le Secrétaire Général du MINESUP le 20 juin 2019, il a été procédé à l'installation des membres de la Cellule Centrale de Lutte Contre la Corruption. Le Vice-Président de la CONAC, le Professeur François ANOUKAHA, représentant le Président de la CONAC, a pris part à ladite cérémonie. Dans les ateliers qui ont meublé ce séminaire, les experts de la CONAC ont renforcé les capacités des membres des Cellules sur le PRECIS, comme outil de lutte contre la corruption d'une part et d'autre part, les mécanismes de collecte des informations sur la corruption et la conduite du changement. Il leur a été aussi présenté au cours de ces ateliers, les différentes infractions assimilées à la corruption qu'on recense généralement dans les Grandes Écoles. Bien plus, les experts de la CONAC ont dressé une cartographie des secteurs corruptogènes au rang desquels les recrutements, la formation conti-

nu, la gestion des carrières, l'organisation des examens et concours, l'encadrement des étudiants lors de la préparation des mémoires et thèses, le report des notes, la gestion des ressources financières et matérielles, la gestion des marchés publics etc.

Les participants ont été suffisamment outillés sur la méthodologie de changement des comportements et la plupart des échanges et débats, qui ont suivi les différentes présentations, ont tourné autour de la protection des dénonciateurs, les méthodes de collecte et d'analyse des données sur la corruption, les techniques du changement des comportements et les différents mécanismes à mettre en place pour rendre efficace la lutte contre la corruption au sein des Universités et des IPES.

Au terme du séminaire qui a duré deux jours, les organisateurs ont fait des recommandations à l'endroit de leur tutelle qu'est le MINESUP et à l'endroit de la CONAC dans le cadre de ses activités de terrain.

OUTILS DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

AIR

Pour stopper les flagrants délits de corruption

L'Action par voie d'Intervention Rapide (AIR) est l'un des outils de lutte contre la corruption mis en place à la CONAC. Il s'agit d'une équipe mise en place pour intervenir spontanément sur le terrain lorsque la CONAC est saisie pour des cas actifs ou de flagrants délits de corruption. L'AIR agit à la suite de dénonciations actives signalant un acte de corruption. Aussitôt informée par téléphone, par courrier électronique, par fax ou par lettre, la hiérarchie de la

CONAC instruit des descentes sur le terrain avec pour objet de stopper l'acte de corruption en cours.

Les Actions par voie d'Interventions Rapides ont permis, entre autres en 2018, de stopper l'arnaque des parents d'élèves à l'école primaire d'Ekié à Yaoundé, l'arnaque par un Inspecteur des Impôts à Yaoundé et celle des forces de maintien de l'ordre sur l'axe routier Yaoundé-Monaté.

IRR

La lutte contre la corruption par la pratique

L'Initiative à Résultat Rapide (IRR) est une modalité pratique mise en place par la CONAC et préconisée par la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption pour prévenir la corruption au Cameroun.

Les IRR sont une méthode de mise en œuvre des projets basés sur les résultats, autour d'un enjeu ou un défi majeur à relever, conduite par une équipe et nécessitant peu de ressources dans une marge de temps relativement courte (100 jours en moyenne). Elles ont pour finalité de faire reculer la corruption dans les structures ciblées, au moyen des techniques spécifiques, peu coûteuses mais à même de fournir

des résultats tant qualitatifs que quantitatifs en très peu de temps.

La mise en œuvre de l'IRR repose essentiellement sur la prise en compte nécessaire de trois leviers principaux, à savoir : les résultats, les réserves cachées et les pratiques. Il est d'abord question de mettre en avant les résultats escomptés, ensuite l'équipe de mise en œuvre des IRR doit puiser dans ses réserves cachées pour atteindre ses objectifs. Enfin, l'approche par les IRR privilégie l'apprentissage et la démonstration des acquis par la pratique.

CONAC PARTAKES IN FIRST EVER AFRICA ANTI-CORRUPTION FORUM

Some 48 African countries were represented at the Forum that sought decisive mechanisms to confront and eliminate corruption in Africa.

The National Anti-Corruption Commission, CONAC, answered present at the first-ever Africa Anti-Corruption Forum that was held from the 12th to the 13th of June, 2019, at Sharm El-Sheikh in Egypt. The delegation of three persons was led by a member of the Coordination Committee of CONAC, Mr. FOHTUNG Samuel.

The forum, which brought together over 200 senior officials

from some 48 African countries, was aimed at encouraging African countries to adopt policies, programs and work plans that would contribute to the eradication of corruption in the continent.

For two days, participants shared knowledge on the risk of corruption and its severe negative effect on the continent. They also carried out serious discussions aimed at reaching decisive mechanisms to

confront corruption and eliminate it.

At the end of the two-day event, ten recommendations were tabled, to chart the way for the fight against corruption in the African context, given its specificities.

Organized by Egypt's Administrative Control Authority, the event was honoured with guests from Saudi Arabia, the United Arab Emirates, Jordan and Kuwait.

CONAC STAFF UPGRADE INVESTIGATION SKILLS IN SOUTH AFRICA

Some two senior staff of the National Anti-Corruption Commission, CONAC, who recently received training on Intelligence Gathering and Analysis in South Africa, say they are better equipped to crack down on corruption and embezzlement of public funds in Cameroon.

They were speaking to CONAC Newsletter shortly after their return from Pretoria in South Africa, where they took part in a training course on Intelligence Gathering and

Analysis that was jointly organised by the Special Investigation Unit (SIU) of South Africa and the Commonwealth Africa Anti Corruption Centre-CAACC.

The training focused on intelligence investigation, the recovery of State money and wealth from those who loot State coffers and also on ethics and integrity in the fight against corruption.

Thirty-six participants from some thirteen African countries took part in the training course

that unfolded in two phases, with phase one based on theory and phase two on practice. Participants fine-tuned their skills on intelligence gathering and analyses by going back to their home countries to implement the knowledge acquired before returning to complete the training with a presentation of their work.

The course will go a long way to improve on the fight against corruption within African countries, through Intelligence gathering and analysis.

CORRUPTION AU MINFOPRA : LE TEMPS DE LA TOLÉRANCE ZÉRO

Le Ministre Joseph Le lève le ton et promet de faire sanctionner tout agent public indélicat avec la dernière énergie.



« Nous allons traquer les corrompus partout où ils se trouvent » a déclaré Joseph Le en procédant au lancement officiel des activités de la cellule de lutte contre la corruption du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative pour l'année 2019, le 10 juin dernier à Yaoundé, en présence du Président de la CONAC.

Cette cellule a été engagée à redynamiser son fonctionnement et à optimiser son rendement afin de limiter, voire d'éradiquer la corruption au

MINFOPRA. Depuis son arrivée à la tête du Ministère de la Fonction Publique, Joseph Le est apparu comme un véritable soldat anti-corruption. La gouvernance au sein de ce Ministère est plus que jamais axée sur le triptyque Intégrité-Gratuité-Célérité, le tout encadré par le slogan « au MINFOPRA, l'usager est roi ».

Au-delà des slogans, le MINFOPRA a réellement fait sa mue. Cas pratique, les piles de dossiers des personnels de l'Etat autrefois entassés ou

éparpillés légèrement au sein du bâtiment des services centraux, sont désormais rangés et bien classés. Cela a réduit les délais de recherche de certains dossiers de (06) six mois à une semaine et pour d'autres de six mois à (01) jour. Ce qui annihile toute possibilité de monnayage de la recherche des actes de carrière autrefois décriée. En effet, des usagers étaient littéralement arnaqués. Pour obtenir le moindre acte de carrière, des agents corrompus pouvaient leur exiger des sommes dépassant 5000 FCFA. Des

agents publics corrompus impitoyables généralement insensibles au fait que certains demandeurs viennent des Régions et ont passé plusieurs jours parfois à dormir à la belle étoile.

Dans le même sillage, des mesures prises récemment permettent aux agents publics affectés en Région d'entrer en possession de certains documents au niveau des Délégations Régionales du MINFOPRA, sans plus se déplacer pour Yaoundé.

A terme, le MINFOPRA en-

visage de faire numériser tous ces dossiers afin de permettre aux fonctionnaires et autres agents publics d'accéder à leurs actes de carrière partout où ils se trouvent dans le monde à travers une plateforme Internet.

En attendant, une unité d'accueil et d'orientation a été installée à l'entrée du MINFOPRA sur la façade avant du bâtiment abritant ses services centraux. « Cela réduit le contact entre l'usager et l'agent public, souvent source de corruption. » a déclaré le Ministre Joseph Le.

Reactions



Joseph LE, Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative

« Nous allons poursuivre intensément cette lutte contre la corruption »

« Nous allons rendre public les actes qui punissent certains collaborateurs qui ne veulent pas comprendre le message. Il est hors de question qu'un usager vienne à la Fonction Publique et paie quoi que ce soit. On m'a parfois parlé de timbre. Mais, je dis non. Nous ne vendons pas de timbre au Ministère de la Fonction Publique. Si on veut acheter le timbre, on va au MINFI, ce n'est pas ici. Tous les services étant gratuits, il est hors de question qu'un de nos collaborateurs de-

mande quoi que ce soit à un usager. Nous allons poursuivre intensément cette lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques administratives. Nous nous sommes engagés en nous disant « il faut que l'usager soit roi. Il faut que l'usager soit et demeure roi. Chez nous, nous travaillons dans ce sens, et croyez-moi, ce n'est pas nous qui allons nous fatiguer, c'est ceux qui commettent ces mauvaises pratiques qui vont se fatiguer. »



Dieudonné MASSI GAMS, Président de la CONAC

« Le peuple a besoin d'être servi comme cela se doit »

« Nous disons aussi simplement ce possible que c'est effectivement ce que la CONAC attend par rapport aux institutions. La CONAC n'est pas l'unique structure chargée de lutter contre la corruption. Deuxième chose, le Chef de l'Etat voudrait que la lutte contre la corruption soit une préoccupation de tous les citoyens camerounais, y compris les ministères. Par conséquent, si les ministères ont des structures de lutte contre la corruption, ça rentre en droite ligne avec les attentes du Chef de l'Etat et du peuple. Car, chaque structure connaît à quel niveau se trouvent

les problèmes liés à la corruption, et ce sont ces structures qui peuvent, à travers les IRR et les cellules instituées à cet effet, les éradiquer. Il revient aux cellules ministérielles en question de les adresser. Le peuple a besoin d'être servi comme cela se doit. Nous encourageons le Ministre de la Fonction Publique pour ce que j'ai appelé une devise : « l'usager est roi ». Il faudrait bien que dans notre pays, au niveau de tous les services, qu'on sache que celui qui vient demander un service est roi, et on n'est pas derrière le bureau pour gêner celui qui vient demander ledit service. »

HOW TO DENOUNCE CORRUPTION

What to denounce: Any act of corruption which you witness. Lay emphasis on the facts.

Who to denounce: Everybody involved in any act of corruption. Get his/her names, place of work and function. Describe what he/she does. You can decide to remain anonymous.

How to reach CONAC: Address your complaint to the Chairperson of CONAC and forward using the following means of communication.

- **Hotline: 1517 (calls are free of charge)**
- **Hand mail: Drop your denunciation at the Headquarters of the National Anti-Corruption Commission located at the Yaounde Conference Centre.**
- **Postal mail: Send to P.O. Box 33200 Yaounde**
- **Téléphone : 222 20 37 30 / 658262682 / 651649194**
- **Fax: 222 20 37 30**
- **Email: info@conac.cm**

The denunciation of corruption is a patriotic obligation and a civic responsibility.

PROGRAMME DE DIFFUSION D'« ESPACE CONAC » - 13MN

VERSION TÉLÉVISÉE

| | Jour de diffusion | Heure de diffusion |
|-----------------------|-------------------|--------------------|
| CRTV | Mercredi | 15h30 |
| | Jeudi | 15h30 |
| Canal 2 International | Lundi | 18h30 |
| | Jeudi | 15h00 |

VERSION RADIO

| | | |
|---------------------|--------|------|
| CRTV Poste National | Samedi | 9H45 |
|---------------------|--------|------|

PROGRAMME DE DIFFUSION D'« ESPACE CONAC ALERTE » - 6MN

| | | |
|---------------------|----------|-------|
| CRTV Télévision | Lundi | 09h00 |
| | Mercredi | 18h00 |
| CRTV Poste National | Mardi | 09h00 |
| | Jeudi | 09h00 |

**INTEGRITY IS A PERMANENT QUEST.
SAY NO TO CORRUPTION EVERY TIME, EVERYWHERE**

ÉTHIQUE ET CONFORMITÉ EN ENTREPRISE

LE BCGG RENFORCE LES COMPÉTENCES DES RESPONSABLES DU DOMAINE

Au cours du forum tenu le 06 juin 2019, sous le haut patronage du Premier Ministre, la CONAC a donné une communication sur le progrès de la lutte contre la corruption au Cameroun.

Cette initiative de la Business Coalition For Good Governance (BCGG) a été un moment de partage d'expériences, de bonnes pratiques et d'acquisition de nouvelles aptitudes, pour les responsables chargés de la législation, des finances, de l'éthique et de la conformité en entreprise. Six communications au total ont été données pour cerner le bien-fondé de l'éthique et de la conformité en entreprise. D'abord, la présentation des activités et de la vision de la BCGG, qui est un regroupement d'hommes d'affaires et d'industriels, en vue de faire reculer la corruption. Ensuite, les échanges se sont poursuivis sur la thématique : « Affaires en Afrique, comment éviter le coût de la non-conformité ». L'exposant, Georges MEKA ABES-SOLO, a démontré que la non-conformité coûte cher à l'entreprise ; car, lorsqu'elle est mise à nue, l'entreprise est obligée de faire face aux pénalités ou de s'engager dans un engrenage de corruption, en payant des dessous de tables pour y échapper.



Sa grande recommandation a été ce proverbe grec : « Garde la règle, elle te gardera ». Stephen REES, directeur de la Conformité à Newage, Londres, s'est attardé sur « comment être un directeur de conformité efficace et stratégique et pourquoi la conformité doit être l'ADN de toute entreprise ». En général, personne ne veut travailler dans une entreprise reconnue comme une entité corrompue. Pour cela, chaque entreprise doit avoir pour principe de recrutement, celui de ne pas admettre une personne corrompue dans son effectif. En plus, elle doit prévenir la corrup-

tion par des procédures appropriées (prendre en compte les risques et éviter les démarches inutiles), un engagement contre la corruption au haut niveau, l'évaluation des risques, la due diligence, la communication et la formation, ainsi que la revue des mesures.

« Sur le progrès de la lutte contre la corruption », Irene MORIKANG TCHE, chef de la division de la Prévention et de la Communication de la CONAC, a montré, avec détails, l'évolution constante de la lutte contre la corruption au Cameroun entre 2010-2019, à travers les instru-



ments et institutions mis en place. Elle en a voulu pour preuve par exemple, la création du Tribunal Criminel Spécial et du Ministère des Marchés publics, l'adoption d'une Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption, la rénovation du Code Pénal, le réveil des cellules de lutte contre la corruption, la révision du Code des Marchés Publics, la digitalisation des procédures dans plusieurs administrations, la mise en place des lignes vertes aux fins de dénonciation dans plusieurs structures. Comble de bonheur, 1 602 milliards 069 millions 114 mille 037

F CFA ont échappé aux circuits maffieux grâce aux actions de la CONAC entre 2013 et 2017.

Chief Clarkson TANYI MBIA-NYOR a partagé avec les participants, son expérience d'ancien ministre et d'ancien haut fonctionnaire, sur le thème « agir avec intégrité et transparence ».

Enfin, Amanda MEIJA, spécialiste du droit du travail à l'Organisation International du Travail, intervenant sur « la contribution de l'OIT à la sécurité et la santé au Travail », a démontré que les mauvaises conditions de travail peuvent également être des facteurs de corruption.

Réactions



H.E. ROWAN James BRAXTON,
British High Commissioner to
Cameroun

“Attitude and behaviour of the people is important in the fight against corruption”

“The United Kingdom (UK) is very pleased to support the activities of the Business Coalition for Good Governance (BCGG). The Forum has brought together several experts from Cameroon and from the UK to share their experience, on best practices on compliance, anti-corruption and good governance, with senior directors from a range of Cameroonian businesses.

The knowledge gathered here is going to help our friends in Cameroon. To expand the economy, develop the society and enhance political

participation, a country does not only need resources. The attitude and behaviour of the people is also important. It is, thus, useful to share what works well elsewhere to make the most opportunities. That is what this Forum is about. It's about fighting corruption. It is also about best practices in corporate governance. Through the strong efforts of the BCGG and its partners, senior directors across various industries are here today to learn from each other and to make of the opportunities in this wonderful country”.



M. Perrial Jean NYODOG,
Chairman of the BCGG

“Attain a critical mass of companies determined to fight corruption and promote good governance”

“The main objective of this Forum is to bring together officials in charge of compliance and ethics in private companies and public institutions to exchange experience and listen to what is done, even abroad, to promote ethics, good governance and compliance in enterprises. Our expert from Europe will help us by sharing the experience of his company on how to solve problems of corruption, promote compliance and good governance in their companies.

This forum is the third in a series of ten schedules for 2019. The aim is to give more tools to those in charge

of promoting governance in companies, give them the possibility to exchange experience with others working in the same sector. It is also meant to send a message to those who are not yet members of the BCGG to see the advantage that they will have when they join the Business Coalition for Good Governance. Our wish is that we attain a critical mass of companies that are determined to fight corruption and promote good governance in order to have an effect which will impact the fight against corruption in our country”.

COMMENT DENONCER UN ACTE DE CORRUPTION

Que dénoncer? Tout acte de corruption en mettant l'accent sur les faits.

Qui peut-on dénoncer? Toute personne impliquée dans un acte de corruption.

Comment dénoncer ? Indiquer les noms, prénoms, lieu de service et fonction de la personne dénoncée. Décrire l'acte posé. Il est possible de faire une dénonciation anonyme.

Comment contacter la CONAC ? On peut, par une requête, saisir Monsieur le Président de la CONAC par l'une des voies suivantes:

- **Ligne verte : 1517 (les appels sont gratuits)**
- **Courrier : Déposer la dénonciation au siège de la CONAC sis au Palais des Congrès de Yaoundé.**
- **Boîte Postale : B.P. 33200 Yaoundé.**
- **Téléphone : 222 20 37 30 / 658262682 / 651649194**
- **Fax : 222 20 37 30**
- **Email : info@conac.cm**

En dénonçant la corruption, vous contribuez à la construction d'un Cameroun uni, fort et prospère.

« ESPACE CONAC » SCHEDULE - 13MINS

TELEVISION VERSION

| | Day of broadcast | Time of broadcast |
|-----------------------|------------------|-------------------|
| CRTV | Wednesday | 15h30 |
| | Thursday | 15h30 |
| Canal 2 International | Monday | 18h30 |
| | Thursday | 15h00 |

RADIO VERSION

| | | |
|--------------------------------|-----------|--------|
| CRTV Nat. Station | Saturday | 9:45am |
| « ESPACE CONAC ALERT » - 6MINS | | |
| CRTV Télévision | Monday | 09h00 |
| | Wednesday | 18h00 |
| CRTV Nat. Station | Tuesday | 9h00 |
| | Thursday | 9h00 |

FIGHTING CORRUPTION IS A CONSCIOUS ACT, NOT AN ACCIDENT. BE AN ANTI-CORRUPTION CRUSADER

CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue mensuel d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption
Tél : 222 20 37 32 Fax : 222 20 37 30
Ligne Verte: 1517 / BP 33 200 Yaoundé
info@conac.cm, www.conac.cm

Directeur de Publication

Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS

Directeur de Publication

Délégué
Pr. François ANOUKAHA

Conseil Editorial

NGALLE EYOUM

Rédacteur en chef

Irene MORIKANG TCHE

Rédaction

Irene MORIKANG TCHE

Richard FEGUE EKANI, Benjamin FOUA EFFA,

Anselme NDOPATA, Jacques TCHENEM VANDOU,

William ITOE TITI, Miranda ATAM

Secrétariat

Eunice BIH F. AZIE

Sylvie VOUFACK

Simon Pierre NTAP

Impression

Régie / CONAC